



RÉNDU EXECUTOIRE LE

1 2 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0146

du **2 7 DEC. 2022**

fixant à compter de 2023
les tarifs hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale aux Résidences Autonomie
« Marie Louise Troubat », « Edith Augustin »,
« Marie Noël » et « René Crozet » à Poitiers
gérées par le CCAS de Poitiers

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 27 septembre 2021 portant habilitation partielle des Résidences Autonomie « Marie Louise Troubat », « Edith Augustin », « Marie Noël » et « René Crozet » de Poitiers à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0033 du 29 octobre 2021 relative à l'habilitation partielle des Résidences Autonomie « Marie Louise Troubat », « Edith Augustin », « Marie Noël » et « René Crozet » de Poitiers à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Les tarifs journaliers relatifs à l'hébergement des personnes âgées, remboursables aux Résidences Autonomie gérées par le CCAS de Poitiers sont fixées à compter de 2023 comme suit :

45,68 € pour les Résidences « Edith Augustin » et « Marie Noël »,
50,75 € pour les Résidences « Marie-Louise Troubat » et « René Crozet ».

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de

la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 27 DEC. 2022

Le Président du Conseil Départemental

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Pichon', with a long horizontal stroke extending to the left.

Alain PICHON